

Le registre de commerce à l'ère numérique

Anis WAHABI
Expert Comptable



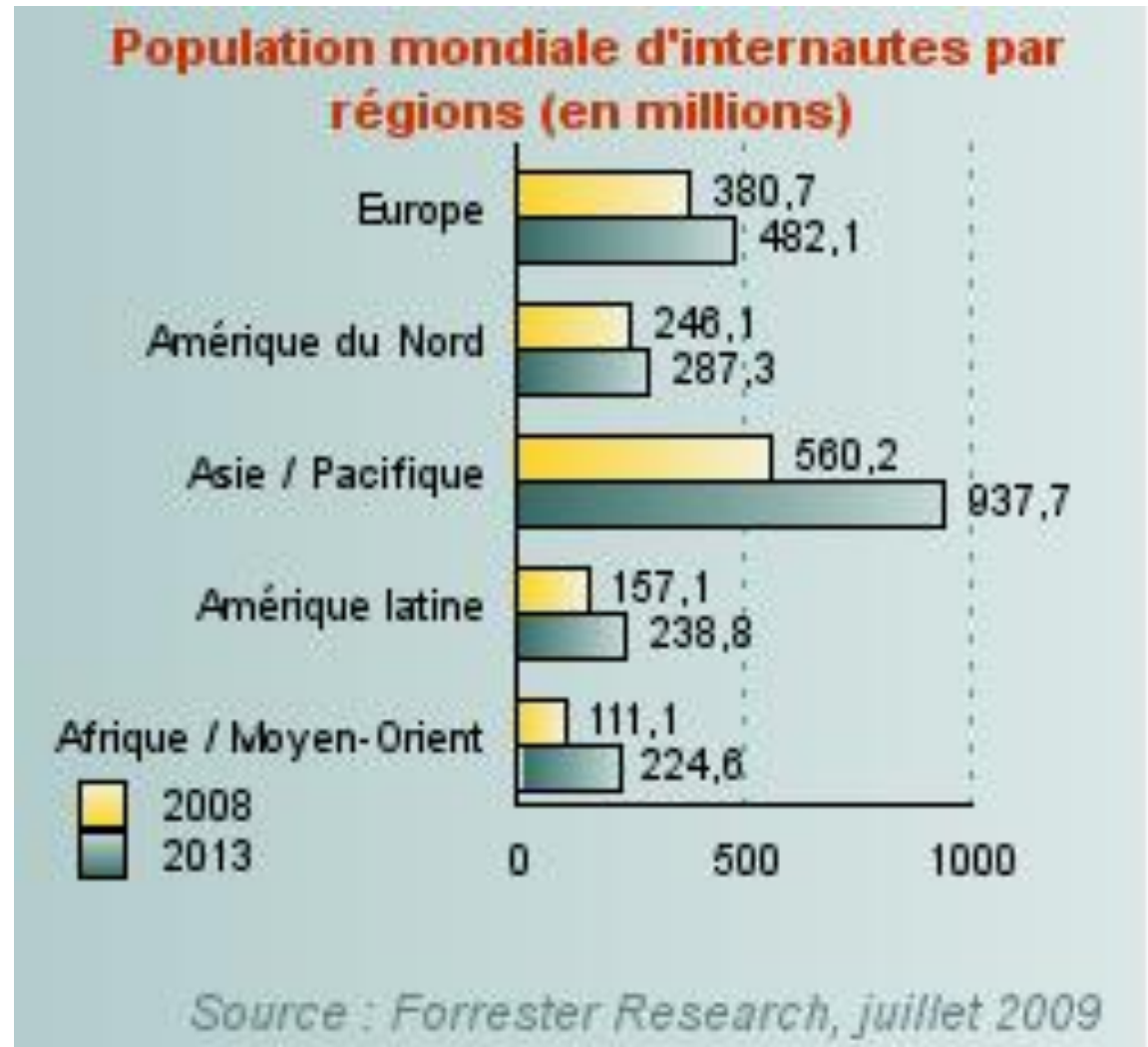
Plan



- ▶ Le monde numérique
- ▶ La Tunisie numérique
- ▶ E-government
- ▶ L'administration tunisienne à l'ère numérique
- ▶ Le registre de commerce de Tunisie

Le monde numérique

2,2 milliards d'internautes en 2013

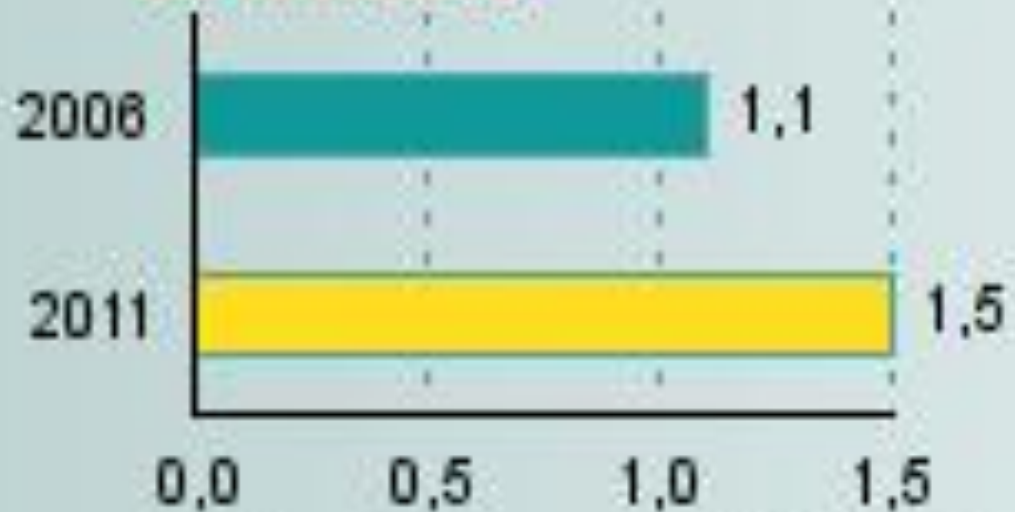


Le monde numérique

22 % de la population mondiale sera connectée en 2011 ?

Monde : évolution de la population d'internautes

en milliards



Source : Jupiter Research, juillet 2007

La Tunisie numérique

- ▶ La Tunisie a été le premier pays africain et arabe à se connecter à l'Internet en 1991
- ▶ La Tunisie compte 2,3 millions d'utilisateurs internet (fin août 2008) contre 1,6 millions pour la même période de 2007 soit une progression de 39%.
- ▶ Le nombre des abonnés ADSL a atteint 166 mille en août 2008, contre seulement 83 mille à la même période en 2007.

e-gouvernement ?

- ▶ L'e-gouvernement se définit comme l'**utilisation** des **TIC** dans les **administrations publiques**, associée à des **changements** au niveau de l'organisation et de nouvelles aptitudes du personnel.



e-gouvernement ?

Services à la population



- ▶ Obtenir plus facilement des informations des pouvoirs publics
- ▶ Faciliter les transactions des administrés en réduisant les délais d'attente
- ▶ Favoriser l'établissement d'une relation directe entre les administrés et les décideurs (forums en ligne, salles de discussions virtuelles, votes électroniques)
- ▶ Accéder aux portails Internet à guichet unique pour la fourniture de services publics à la population

e-gouvernement ?

Services aux entreprises



- ▶ Améliorer la fourniture de services administratifs électroniques ce qui entraîne un gain de productivité et de compétitivité
- ▶ Optimisation des coûts et des efforts: Le traitement électronique des douanes, des déclarations fiscales etc.

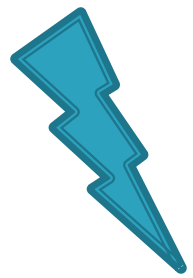
e-gouvernement ?

Services entre administrations

- ▶ Optimisation des coûts et des efforts
- ▶ Renforcer la coopération entre les autorités nationales, régionales et locales

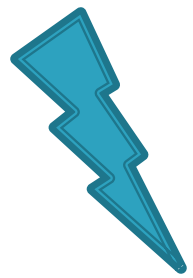


OBSTACLES À LA GÉNÉRALISATION DE L'E-GOUVERNEMENT – Accès pour tous



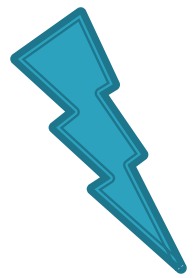
- ▶ Risque de « fracture numérique » lié à l'inégalité d'accès à l'information et aux technologies informatiques:
 - Importance de l'enseignement et la formation pour acquérir les connaissances en informatique nécessaires pour tirer tous les avantages des services qu'offre l'administration en ligne.
 - Renforcement de l'approche multiplateformes (accès aux services par le biais de diverses plateformes: ordinateurs personnels, télévision numérique, terminaux mobiles, points d'accès Internet publics, etc.).

OBSTACLES À LA GÉNÉRALISATION DE L'E-GOUVERNEMENT – **Confiance des utilisateurs**



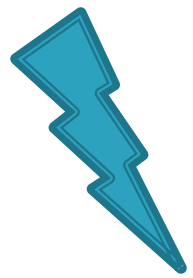
- ▶ Risque de sécurité des accès:
 - La confidentialité des données à caractère personnel, la sécurité des transactions et des communications numériques.
 - Les technologies protégeant la vie privée dans l'administration en ligne doivent être encouragées.
 - Assurer la sécurité des réseaux et de l'information.
 - Lutter contre la cybercriminalité

OBSTACLES À LA GÉNÉRALISATION DE L'E-GOUVERNEMENT – **Marchés publics**



- ▶ Passation électronique des marchés publics
Améliorer l'efficacité, la qualité et le rapport coût/avantage des marchés publics.
- ▶ Stade du projet en Europe en absence de règles communautaires claires
- ▶ Vers l'adoption en Europe d'un nouveau paquet législatif sur les marchés publics, qui comprend des règles spécifiques relatives à leur passation électronique,.

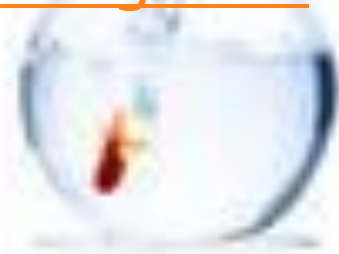
OBSTACLES À LA GÉNÉRALISATION DE L'E-GOUVERNEMENT – Interopérabilité



- ▶ L'interopérabilité: le moyen par lequel les systèmes, les informations et les méthodes de travail sont interconnectés
- ▶ Permet d'intégrer la fourniture de services en un guichet unique, quel que soit le nombre de systèmes ou organismes administratifs différents qui interviennent
- ▶ Il ne s'agit pas seulement d'interconnecter des réseaux d'ordinateurs, mais aussi de traiter des questions d'organisation concernant, par exemple, la nécessité d'assurer l'inter-fonctionnement avec des organisations partenaires dont l'organisation interne et le fonctionnement peuvent différer.
- ▶ Nécessité de la mise en place d'un "cadres d'interopérabilité pour l'e-gouvernement" entre les différentes administrations tunisiennes.

L'administration tunisienne à l'ère numérique

- ▶ www.ministeres.tn
- ▶ www.sicad.org.tn
- ▶ www.steg.com.tn
- ▶ www.sonede.com.tn
- ▶ www.bvmt.com.tn
- ▶ www.innorpi.tn
- ▶ www.commerce.gov.tn
- ▶ www.industrie.gov.tn
- ▶ www.tunisianindustry.nat.tn
- ▶ www.poste.tn
- ▶ www.impots.finances.gov.tn
- ▶ www.iort.gov.tn
- ▶ www.e-justice.tn
- ▶ www.tunisie.gov.tn



L'objectif consacré de la transparence

- ▶ Permettre aux opérateurs économiques et sociaux d'accéder à ces informations juridiques et aux opérateurs économiques, à savoir les investisseurs tunisiens et étrangers, d'accéder à l'information économique qui permettra de voir plus clair au niveau des investissements, des répartitions géographiques, des activités et des autres outils qui permettent aux investisseurs économiques locaux et étrangers de « ne pas naviguer dans le noir ».



Le registre de commerce de Tunisie

- ▶ La consultation de l'historique des entreprises et commerçants,
- ▶ L'accès aux informations légales inscrites au Registre Central du Commerce,
- ▶ L'accès aux extraits de registre de commerce,
- ▶ La vérification de la disponibilité d'un nom commercial ou une dénomination sociale,
- ▶ La réservation des noms commerciaux,
- ▶ Le téléchargement des formulaires relatifs aux services rendus par le registre de commerce,
- ▶ La consultation des formalités de création des entreprises,
- ▶ Le dépôt des états financiers en ligne,
- ▶ La consultation de la base de données des documents juridiques et états financiers des entreprises tunisiennes.

Quelques lignes d'amélioration

- ▶ Modélisation du traitement de l'information: à l'image de la technologie XBRL
- ▶ Elargir l'éventail des informations déposées et divulguées: rapports des commissaires aux comptes, dont l'absence risque d'altérer, parfois, la lecture des états financiers.

Quelques lignes d'amélioration

- ▶ Renforcer le contrôle de conformité:
 - Sur 106 324 sociétés inscrites, seules les informations relatives à quelques 6 000 sociétés sont disponibles sur le site
- ▶ Dépôt des actes:
 - Automatiser le dépôt de certains actes à travers les bureaux d'enregistrement

Quelques lignes d'amélioration

- ▶ Elargir domaine des services:
 - Statuts et actes
 - Formalités de modifications et de mise à jour
 - Procédures collectives
 - Surveillance des entreprises
 - Statistiques
 - Formalité d'inscription au RC
 - Dépôt d'un nom commercial

Fonctionnaire traditionnel



Fonctionnaire de l'ère numérique

